



## CÔTE D'IVOIRE

# Prévenir le pire et préparer l'avenir

Les récents événements en Côte d'Ivoire ont fait couler beaucoup d'encre. Ils ont attiré les feux des projecteurs, suscité un engouement sans précédent des médias pour cette crise qui pourtant ne date pas d'hier. L'armée française tue, Gbagbo réprime et assassine, la jeunesse au chômage pète les plombs, les syndicats font profil bas, etc. Pendant ce temps-là, c'est le peuple ivoirien qui souffre. Et la présence et l'attitude ambiguës de la France n'ajoutent sûrement pas à la clarté de la situation.

### ■ Celui qui joue avec le feu doit gérer les incendies...

La semaine dernière, le chef de l'État ivoirien lançait ses troupes à l'offensive contre les bases des ex-rebelles et de leur fief de Bouaké, sous le regard passif des troupes françaises de l'opération Licorne : Michèle Alliot-Marie déclarait alors : « Nous sommes extrêmement préoccupés par le mitraillage d'un barrage de contrôle à la sortie nord de Bouaké, par un avion militaire. Nous surveillons avec la plus grande vigilance l'évolution de la situation et faisons actuellement le point sur le terrain. » La préoccupation pour les milliers de vies en jeu des « pauvres Ivoiriens » est devenue indignation pour la mort de neuf soldats français. Et l'opération Licorne s'est tout d'un coup trouvée les moyens de détruire les avions du gouvernement ivoirien qui pilonnaient – et donc tuaient des gens – depuis deux jours la ville de Bouaké. Cette situation que le Quai d'Orsay se plaint d'avoir à gérer, il en est le premier responsable. Car lors du soulèvement armé du 19 septembre 2002, la France a immédiatement envoyé des troupes s'interposer entre rebelles et forces gouvernementales, protégeant ainsi le régime en place. Et depuis, occupant la « zone de confiance » elle a tranquillement laissé Gbagbo se réarmer en achetant des armes, notamment en Europe de l'Est. En voulant jouer son rôle habituel de « puis-

sance coloniale gérant les querelles de ses enfants agités », la France a joué avec le feu et se retrouve aujourd'hui coincée dans l'incendie. S'il est évident qu'elle doit partir le plus vite possible et laisser enfin les Africains décider de leur sort, il faut tout de même en préciser la manière : en 1994 au Rwanda, l'État a déjà fait le coup d'évacuer ses ressortissants, puis de laisser son armée superviser le génocide des populations Tutsis.

### ■ Éviter tout risque de dérive génocidaire

Si la situation sentait trop le brûlé en Côte d'Ivoire, pourquoi la France hésiterait-elle à partir d'un instant à l'autre, laissant les populations en proie à une terrible guerre civile et surtout au retour des massacres de populations sur des bases ethniques. Car n'oublions pas que l'une des raisons principale de la crise ivoirienne est le concept d'ivoirité prônée par le gouvernement de Gbagbo qui, à l'image de la préférence nationale de l'extrême droite française, souhaite diviser la population entre vrais et faux ivoiriens. Ce droit du sang a déjà provoqué des massacres sur la base de patronymes aux origines soi-disant maliennes ou burkinabés. Un départ de la France sans alternatives, et surtout sans remplacement par une force d'interposition autre, serait la porte ouverte à des meurtres aux allures génocidaires dans



toutes les zones sous contrôle des milices pro gouvernementales. Il est temps que la France parte, ce qui empêcherait Gbagbo de tenir un discours nationaliste et anti-colonial opportuniste pour renforcer son pouvoir meurtrier, et éviterait à des jeunes d'aller se faire tuer par l'armée française pour un dictateur xénophobe. Mais il faut pour cela que ses troupes soient remplacées par des forces moins partiales et moins mouillées dans le conflit.

### ■ Sortir de la crise, quelles solutions immédiates ?

La situation est très complexe. Pourtant, il est une possibilité que peu d'États occidentaux osent avancer tant elle met en danger leurs politiques impérialistes : laisser les peuples africains décider de leur sort et par conséquent laisser l'Union Africaine gérer la crise ivoirienne par elle-même, en évacuant la main coloniale. Et s'il y a nécessité d'un soutien matériel ou logistique, qu'il soit le fait de l'Onu mais sans prérogatives politiques. Certes, l'UA n'est pas une panacée, loin de là mais lui

## N'oublions pas

### 1 L'ORIGINE ÉCONOMIQUE DE LA CRISE

Il faut absolument évoquer l'importance des principales ressources du pays – le cacao et le café – à l'origine du boom économique et de l'attractivité de la Côte d'Ivoire pour des millions de travailleurs des pays voisins (25 % de la population ivoirienne est d'origine étrangère). Avec les chutes du cours du cacao et du café en 1993, la pression démographique et territoriale a amené les dirigeants ivoiriens, dès Konan Bédié, à inventer de toutes pièces un concept pour résoudre le problème des terres et plantations : l'ivoirité, qui stipule notamment que les terres ne peuvent appartenir qu'aux vrais ivoiriens de souche... La politique d'exploitation intensive – et de pillage – instaurée par les capitalistes occidentaux a montré ces limites et ce sont les travailleurs qui en ont payé les frais, avec comme dans chaque crise la montée de la xénophobie et des tendances fascisantes.



confier les rênes de la gestion de la crise ivoirienne serait un signe fort vers : l'indépendance réelle de l'Afrique, l'évacuation de la France et la fin du mythe de l'Africain sauvage ayant besoin d'être secondé. En outre, dans le cas ivoirien, il faut noter que c'est l'UA qui a obtenu le plus de progrès avec notamment les accords d'Accra III de juillet 2004 - Kofi Annan et une douzaine de chefs d'états africains, hors de la présence de la France, avaient alors convoqué au Ghana les protagonistes ivoiriens pour sortir de l'impasse.

### ■ Remettre en urgence le pays sur la voix de la paix...

Ces accords constituent d'ailleurs une base solide d'un retour à la normale en Côte d'Ivoire car ils prévoient en particulier l'adoption d'une série de projets de lois (réforme de la nationalité, de la commission électorale indépendante, du régime de la presse, du code foncier, etc.) à même de régler bien des causes du conflit. Associés aux accords de Marcoussis et aux conclusions du Forum de réconciliation nationale ivoirien de 2000, ils sont un socle commun sur lequel le G7 -qui regroupe 7 partis d'opposition- et des modérés du FPI, pourraient malgré leur limites, sous la direction du premier ministre Seydou Diarra conduire rapidement le pays sur la voix d'un retour au calme et aux libertés. Ce qui sous-entend bien évidemment que le mieux serait que Gbagbo ne soit plus chef de l'État, sa personnalité étant bien trop entachée par ses retournements de vestes réguliers et sa politique sanguinaire. À l'image de l'assassinat du camarade syndicaliste étudiant et révolutionnaire Abib Dodo le 23 juin dernier par les jeunes miliciens de Gbagbo (cf. le communiqué de presse de la CNT à ce sujet).

### ■ Des revendications pour le peuple ivoirien

Enfin, nous insistons pour que soient immédiatement rétablis les droits minimums de toutes et tous : - la liberté de la presse doit être garantie et les médias détruits par les milices pro gouvernementales

aidés dans la reconstruction de leurs infrastructures ;  
 - les auteurs de crimes et d'assassinats politiques doivent être recherchés et poursuivis ;  
 - les syndicats, associations et partis politiques doivent retrouver toute latitude d'action et de parole dans la limite acceptable de la provocation à la haine raciale ;  
 - l'eau, l'électricité et le téléphone coupés par le gouvernement de Gbagbo dans les zones rebelles doivent immédiatement être rétablis, de même qu'une aide humanitaire (médicaments et nourriture) gratuite et sans conditions apportée à toute la population du pays.

## N'oublions pas

### 2 LA RESPONSABILITÉ HISTORIQUE DE LA FRANCE

Il n'est pas fini le temps des colonies. Malgré les apparences et les fausses indépendances, la France veut continuer à mettre à la tête des pays africains des pantins à sa botte. Marchés économiques et intérêts géopolitiques en arrière-fond : Bouygues, Bolloré, Edf, PPR, etc., en fers de lance de la néo-colonisation économique

### 3 LES CAUSES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES

Le FMI et la Banque mondiale imposent depuis des années la privatisation de tous les services publics en Afrique, appauvrissant les populations et aggravant le chômage, notamment chez les jeunes.

### 4 LES LIENS DE GBAGBO ET DU PARTI SOCIALISTE

Malgré les déclarations de François Hollande contre Gbagbo, par ailleurs contestées au sein du Parti socialiste, le PS et le FPI de Gbagbo sont toujours membres de la même internationale

### 5 LE PEU DE CRÉDIBILITÉ DE L'OPPOSITION

Ouattara du RDR fut il y a peu cadre du FMI ; le PDCI est l'ancien parti unique ; les orientations sociales et politiques des Forces nouvelles sont peu visibles...



Pendant que les Français sont évacués, les ivoiriens, eux, sont obligés de rester, quelles que soient les conditions...



## Luttons ensemble pour



- La reconstruction d'un syndicalisme de classe qui défende les travailleurs sur des bases économiques et non ethniques ou religieuses.
- La décolonisation économique de la Côte d'Ivoire et de l'Afrique en général par le retour au service public des entreprises privatisées et vendues aux entreprises occidentales (Bouygues, Bolloré, Pinault, etc.) ainsi que le respect des mêmes normes de travail pour tous les ouvriers de ces multinationales, quel que soit l'emplacement géographique de leurs filiales.
- La lutte contre les réseaux de corruption de la Françafrique et le soutien de l'État français aux dictateurs.
- Le développement d'un réseau de solidarité internationale associatif et syndical.
- L'abolition immédiate et sans conditions de la dette des pays dits du tiers monde.

Pour tout cela, rendez-vous à la Quinzaine des résistances africaines organisée par un collectif de syndicats et d'associations français et africains en contrepoint du sommet de la francophonie à Ouagadougou au Burkina Faso. (voir [survie-france.org](http://survie-france.org)) La CNT vous invite par ailleurs à lire, acheter, vous abonner et diffuser la revue *Afrique XX1* qu'elle co-anime avec d'autres associations (Survie, Cofanzo, Addl, Cadtm, Aircrige, Mirau, etc.).

Pour aller plus loin :

- [democraci.org](http://democraci.org) dont les analyses sur la crise ivoirienne sont très intéressantes ;
- <http://clevybosio.free.fr/aircrige/accueil.html>, site de l'association Aircrige avec un dossier sur la crise ivoirienne et notamment l'ivoirité et la xénophobie ;
- [www.prevention-genocides.org](http://www.prevention-genocides.org), sur l'origine et le développement de l'ivoirité et les risques de génocide ;
- <http://fr.news.yahoo.com/041108/295/44t8u.html>, une interview très intéressante de F.-X. Verschave, président de l'association Survie ;